
Quelques-unes des principales initiatives d'expansion des plantations industrielles d'arbres en Amérique latine, en Afrique et en Asie

Il y a quelques années, bien avant l'Accord de Paris, des initiatives internationales ont été présentées, qui promettaient d'affecter des millions d'hectares au reboisement et à la remise en état des forêts au profit de l'environnement et de la population locale. Or, il n'existe aucun exemple d'afforestation de cette portée qui ait réussi. Ce qui existe, ce sont des exemples réussis du soi-disant « reboisement » qui consiste à planter des centaines de millions d'eucalyptus, de pins, d'hévéas et de palmiers à huile, et que l'ONU, les gouvernements et les entreprises appellent des « forêts plantées ». Une analyse plus attentive de ces projets internationaux montre que les communautés des pays où l'on prétend les mettre en œuvre ont intérêt à être sur le qui-vive.

Le Défi de Bonn (1) est une initiative mondiale lancée en 2011 par le ministère de l'Environnement d'Allemagne et l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN). (2) D'après le site internet de cette initiative, son objectif est de « restaurer 150 millions de terres déboisées et dégradées d'ici à 2020 ». Le Défi de Bonn met l'accent sur l'importance de se centrer sur le « paysage », et ses promoteurs affirment que 124,32 millions d'hectares ont déjà été « promis ». En 2014, cet objectif a été approuvé par la Déclaration de New York sur les forêts, et porté à 350 millions d'hectares d'ici à 2030.

Cependant, nous n'avons pas trouvé d'explication claire dans le site web de cette initiative sur le type de « restauration » à effectuer. On ne sait pas si elle se fera ou non au moyen de plantations d'arbres en régime de monoculture ; l'initiative ne donne pas d'exemples de programmes de « restauration » de la forêt indigène qui portent sur des millions d'hectares. Le seul type de « reboisement » à cette échelle qui ait « bien marché » est la plantation de dizaines de millions d'hectares d'eucalyptus, de pins, d'acacias, d'hévéas et de palmiers à huile en régime de monoculture. Cette expansion a eu lieu, sans exception ou presque, dans des terres fertiles, dans des zones boisées, dans des cerrados et des herbages naturels, essentiels pour les populations qui en dépendaient auparavant. Leurs membres sont devenus des travailleurs urbains ou ruraux sans terre, et leurs terres sont entrées dans le processus de dégradation que provoque la monoculture. D'autres personnes ont réussi à résister et sont en train de lutter pour récupérer leurs terres.

À cela s'ajoute l'interprétation préoccupante qu'en fait le ministère de l'Environnement allemand : il affirme que la monoculture d'arbres peut être définie comme de la « restauration » si on intercale des espèces indigènes dans les plantations.

D'après le Défi de Bonn, « Des plateformes régionales [...] sont en train d'apparaître dans le monde ». À ce sujet, voyons ce qui s'est passé en Afrique, en Amérique latine et en Asie.

Afrique

L'AFR100, 'Initiative pour la restauration des paysages forestiers d'Afrique', présentée au cours d'un événement parallèle à la Conférence de Paris sur le climat, affirme qu'elle va « restaurer », d'ici à 2030, 100 millions d'hectares de terres africaines déboisées et dégradées, soit près de 30 % de l'objectif du Défi de Bonn. L'AFR100 vise aussi à atténuer les changements climatiques et à avantager la population des pays africains. Lors de sa première conférence régionale, en octobre 2016, il a été annoncé que 21 pays avaient déjà adhéré à l'initiative et s'étaient engagés à restaurer 63,3 millions d'hectares de forêt. (3)

Le principal investisseur et promoteur de l'AFR100 est la Banque mondiale, qui a promis d'investir 1 000 millions USD dans 14 pays africains d'ici à 2030. En complément, le ministère allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ) financera la structure de l'initiative. La FAO et le World Resources Institute (WRI) sont également des collaborateurs clés. L'AFR100 compte aussi des partenaires financiers privés, comme le 'Fonds néerlandais pour l'investissement dans des forêts durables' (Dutch Sustainable Forest Investments – SFI). Les fonds promis par des investisseurs privés atteindraient 540 millions USD. (4)

Une initiative complémentaire de l'AFR100 est celle dénommée « Des forêts pour l'avenir. De nouvelles forêts pour l'Afrique », qui organisa en mars 2016, au Ghana, une conférence à laquelle participa Green Resources. Green Resources est une des principales sociétés de plantation d'Afrique ; les effets négatifs de ses plantations sur les communautés locales ont été dénoncés à plusieurs reprises. (5) Une autre partenaire est l'ARLI (African Resilient Landscapes Initiative), financée par la Banque mondiale et par le gouvernement allemand ; elle affirme qu'elle travaillera sur « des terres agricoles, des zones boisées et des herbages au moyen d'interventions basées sur l'agriculture intelligente vis-à-vis du climat, sur la restauration des forêts et des écosystèmes, sur la conservation de la biodiversité et sur la gestion des herbages ». Une troisième initiative à mentionner est le Plan d'action pour les paysages africains (African Landscapes Action Plan – ALAP) qui bénéficie du soutien du gouvernement néerlandais. (6)

Le FIP, programme d'investissement forestier de la Banque mondiale, soutient la proposition de l'AFR100 en y apportant une partie des ressources de la Banque pour le climat. En juin 2016, la Banque a annoncé qu'elle avait adhéré aux plans du Mozambique et de la Côte d'Ivoire. Les deux promettent de lutter contre le déboisement au moyen du système REDD et d'encourager le « reboisement ». Dans les plans proposés par ces deux pays, deux aspects méritent qu'on s'y attarde. Premièrement, dans les plans approuvés par la Banque mondiale les communautés rurales et leurs activités sont considérées, une fois de plus, comme la cause principale du déboisement (par exemple, l'agriculture itinérante et la récolte de bois de chauffe). Deuxièmement, le « reboisement » au moyen de la plantation d'arbres en régime de monoculture est considéré comme une solution très importante. Par exemple, le Plan FIP de Côte d'Ivoire parle de 100 hectares de « plantations industrielles d'arbres », tandis que celui du Mozambique prétend promouvoir les « plantations forestières commerciales ». Les deux font l'éloge du secteur privé qui a encouragé les plantations industrielles de palmiers à huile et d'hévéas dans les deux pays ; au Mozambique, le Plan FIP

prétend venir en complément des mesures qui ont mené à la plus forte expansion des plantations de pins et d'eucalyptus de ces dernières années dans tout le sud et l'est de l'Afrique, avec des conséquences néfastes pour la population paysanne concernée. Ces plans, en plus d'être encore plus préjudiciables pour les communautés rurales, ont un autre inconvénient majeur : la plupart du financement de la Banque mondiale consiste dans des prêts qui augmentent la dette du pays et qui, par conséquent, représentent un fardeau de plus pour tous ses habitants. (7)

Amérique latine

L'initiative 20x20 fut lancée en 2014 dans le but de restaurer 20 millions d'hectares en Amérique latine et aux Caraïbes d'ici à 2020. Aujourd'hui, elle comprend 12 pays d'Amérique latine qui promettent de restaurer 27,7 millions d'hectares dans ce délai et qui auraient obtenu 730 millions USD d'investisseurs privés. Pour que les investissements soient concrétisés, l'initiative parle de minimiser les risques et de « collaborer avec le secteur privé pour la mise en œuvre sur le terrain d'investissements durables du point de vue écologique, social et économique, au moyen d'activités de restauration diverses, comme l'agro-sylviculture, les herbages en forêt et le reboisement naturel ou assisté ». Conclusion : il s'agit d'un excellent encouragement pour les sociétés de plantation d'arbres. (8)

Dans le cas du Brésil, il faut signaler que le gouvernement avait annoncé que 12 millions d'hectares seraient « reboisés » entre 2015 et 2030, et que cette année-là 20 % des sources d'énergie seraient « renouvelables », sans compter l'énergie hydroélectrique. (9) Mais que peut-on espérer du Plan 20x20 et de cette annonce, au vu de l'expérience récente du pays dans ce domaine ? En 2003, le gouvernement brésilien a créé le Conseil national des forêts, lequel a formulé un Plan national sur les forêts. Or, au lieu de récupérer un tant soit peu l'énorme déficit d'afforestation du pays, le plan a consisté dans la pratique à subventionner, de 2003 à 2007, la construction de nouvelles usines de pâte, et à élargir de plus de 2 millions d'hectares la superficie des plantations industrielles d'arbres du pays, des eucalyptus pour la plupart, afin d'alimenter ces nouvelles usines. Entre 2003 et 2009, le gouvernement y a investi 1,95 milliard de dollars, par l'intermédiaire de la Banque de développement (BNDES). (10)

Une des principales promesses du Brésil concernant l'initiative 20x20 porte sur l'État du Mato Grosso, l'un des plus touchés par le déboisement. Le gouvernement de l'État prétend récupérer rien moins que 2,9 millions d'hectares de forêt dans des réserves légales et des APP (Aires de préservation permanente) d'ici à 2020. Or, le gouvernement a annoncé qu'il allait accroître de 0,5 million d'hectares la superficie des « forêts plantées ». (11) Pour prévoir ce que ce « reboisement » peut représenter dans les faits, il suffit de penser au nouveau code forestier brésilien, qui permet maintenant de restaurer la réserve légale avec les espèces exotiques utilisées dans les plantations industrielles d'arbres, l'eucalyptus par exemple. (12)

Quant à l'objectif d'augmenter la part des « énergies renouvelables », l'expérience brésilienne montre que ces énergies sont associées à la monoculture à grande échelle ; par exemple, la canne à sucre sert à produire de l'éthanol comme carburant, et la bagasse est utilisée pour générer de l'énergie dans les dizaines d'usines d'alcool du pays. De même, les plantations industrielles de soja contribuent à atteindre les objectifs du pays en matière de production de biodiesel. Des entreprises brésiennes et chiliennes cherchent à bénéficier de conditions avantageuses pour fournir au marché européen de la biomasse sous forme de pellets de bois. À l'heure actuelle, ce sont les plantations des États-Unis et du Canada qui approvisionnent l'Europe en pellets. (13)

Il semble évident que la monoculture à grande échelle ne sera jamais capable de résoudre la crise

du climat ou de guérir l'économie des pays industrialisés de leur addiction aux combustibles fossiles, quand on considère leur énorme consommation de produits toxiques et d'engrais chimiques et leur mode de production et de transport mécanisé et mondialisé.

Asie

Les gouvernements de plusieurs pays d'Asie planifient depuis des années une forte expansion de la monoculture d'arbres. Ainsi, les nouveaux projets internationaux de développement des plantations destinées à absorber « l'excès » de CO₂ de l'atmosphère sont vus d'un bon œil, tout comme d'autres mesures censées atténuer la crise.

Il y a six ans, l'Indonésie a annoncé ses plans de réaliser des plantations en tant que puits de carbone. Le ministre des Forêts et de l'Environnement de l'époque a déclaré en 2010 que l'objectif était d'atteindre 21 millions d'hectares de « forêts plantées » pour séquestrer du CO₂ de l'atmosphère. (14) Quand on considère qu'il y avait déjà près de 4 millions d'hectares de plantations pour la production de pâte à papier et de caoutchouc, l'expansion prévue serait vraiment énorme. Elle serait moindre, mais très grande quand même, si le gouvernement décidait d'y inclure les 10 millions d'hectares de palmiers à huile déjà en place. Et c'est justement ce qu'il a fait : le gouvernement indonésien a décidé que les plantations de palmiers à huile étaient des forêts et non des cultures agricoles comme dit la définition de la FAO.

Les sociétés de plantation de palmiers à huile d'Indonésie et de Malaisie (les principaux pays producteurs du monde) participent depuis des années au marché de « l'énergie propre », en misant sur l'augmentation de la consommation d'huile de palme comme « biocarburant », surtout en Europe où cette consommation s'est multipliée par six entre 2010 et 2014. En 2014, presque la moitié était utilisée comme carburant pour le transport terrestre. (15) En même temps, l'expansion de la culture du palmier et d'autres espèces est directement associée au déboisement continu, car ces plantations sont à l'origine des énormes incendies dont la population indonésienne est victime chaque année. (16)

Depuis le début de ses activités dans les années 1980, l'APP (Asian Pulp and Paper), l'une des plus grandes sociétés de plantation d'arbres à pâte du monde, est considérée comme responsable de la perte d'un million d'hectares de forêt et d'autres crimes contre la société indonésienne. (17) L'ironie de la chose c'est qu'APP a été présentée comme la première société privée à participer activement au Défi de Bonn. L'entreprise a déclaré son engagement avec la restauration des forêts et des terres dégradées. (18) Dans une note publiée en mars 2016, l'APP affirme que sa participation au Défi de Bonn ne fait que donner suite à son « Plan de conservation forestière » et à l'engagement pris il y a quelques années d'atteindre le « déboisement zéro ». Bien entendu, la conservation des forêts est indispensable pour que l'APP puisse commencer à corriger son habitude d'exploiter la forêt indigène pour approvisionner ses usines de pâte, comportement que les communautés du pays ont dénoncé il y a des années. Ce qui est bizarre c'est que, l'objectif principal du Défi de Bonn étant de restaurer des forêts, l'APP n'ait annoncé aucune mesure additionnelle concernant la restauration d'une partie des forêts qu'elle a contribué à détruire à ce jour et qui représentent presque un million d'hectares. L'APP produit chaque année plus de 19 millions de tonnes de pâte, de papier et d'emballages, et vend ses produits dans 120 pays des six continents. (19) Et finalement, le groupe propriétaire d'APP, Sinar Mas, s'intéresse lui aussi à la génération d'énergie renouvelable, et il a annoncé en 2015 son intention d'installer en Indonésie des centrales électriques à biomasse, ce qui implique... davantage de plantations d'arbres. (20)

Le Défi de Bonn semble être en accord, lui aussi, avec les plans ambitieux pour les régions du

Mékong et de l'Inde. Au Mékong, une forte expansion des plantations d'hévéas pendant la période 2008 – 2018 a déjà été mise en route. Il est prévu d'en augmenter la superficie de 4 millions d'hectares, surtout au Myanmar, au Laos et au Cambodge. (21) En Inde, la loi sur le 'Fonds de reboisement compensatoire' (CAF en anglais) fut approuvée en juillet 2016. En plus de violer la législation actuelle concernant les droits des communautés et des peuples traditionnels qui habitent la forêt et en dépendent, cette nouvelle loi comporte non seulement l'autorisation de détruire des forêts indigènes (puisqu'elles seront « compensées »), mais également l'affectation de ressources à des organismes gouvernementaux qui vont stimuler la plantation industrielle d'arbres sur au moins 5 millions d'hectares, comme l'affirment des organisations sociales de tout le pays. (22)

Considérations finales

Cette brève introduction à ce qu'on appelle à tort, au plan international, des plans de reboisement, et que l'on présente comme solution de la crise climatique, montre qu'il est nécessaire de mieux analyser les plans internationaux et nationaux et les rapports entre eux. Elle montre aussi qu'il est indispensable de dénoncer sans cesse l'expansion des plantations industrielles d'arbres et les effets négatifs qui en découleront. À cela nous consacrons cette espace, dont nous souhaitons qu'il soit aussi un outil supplémentaire pour appuyer les communautés qui défendent leurs territoires.

(1) <http://www.iucnworldconservationcongress.org/fr/news/20160317/le-defi-de-bonn-pour-la-restauration-des-forets>

(2) L'UICN est un partenaire important du Défi de Bonn. Avec un financement de près de 254 millions USD, son Initiative de Restauration (TRI en anglais) prétend restaurer 10 millions d'hectares situés au Cameroun, en Guinée-Bissau, au Kenya, au Myanmar, au Pakistan, à Sao Tomé et Príncipe et en Tanzanie <https://www.iucn.org/news/iucn-and-partners-launch-global-effort-boost-restoration-degraded-forests>. Sur la Déclaration de New York sur les forêts, voir <http://wrm.org.uy/fr/livres-et-rapports/la-journee-internationale-des-forets-de-lonu-2015-et-son-theme-forets-climat-changement-quel-changement/>

(3) <http://sdg.iisd.org/news/afr100-discusses-means-needed-to-restore-100-million-hectares-of-african-forests/>

(4) <http://www.wri.org/our-work/project/AFR100/impact-investors#project-tabs> ; <http://www.cp-africa.com/2015/12/07/10-african-couche-the-afr-100>

(5) <http://wrm.org.uy/pt/aco-es-e-campanhas/parem-as-plantacoes-em-mocambique/>.

(6) <http://wrm.org.uy/fr/les-articles-du-bulletin-wrm/section1/de-nouvelles-forets-pour-lafrique-un-slogan-attirant-pour-promouvoir-les-plantations-industrielles-darbres/> ; http://terrafrica.org/wp-content/uploads/2013/resource-publications/Concept%20Note%20ARLI_Brochure_Nov%202015_Final.pdf.

(7) <https://www-cif.climateinvestmentfunds.org/news/cif-endorsement-investment-plans-cambodia-cote-d%E2%80%99ivoire-mozambique>

(8) <http://www.wri.org/blog/2015/12/initiative-20x20-landscape-restoration-movement-rises-latin-america-and-caribbean>

(9) <https://noticias.terra.com.br/dilma-promete-reflorestamento-e-elevar-uso-de-energia-renovavel,672d50273e2a5b46685009c92a844891az72RCRD.html>

(10) <http://wrm.org.uy/fr/les-articles-du-bulletin-wrm/section2/le-projet-ajolt-presente-un-rapport-sur-le-mdp/>

(11) <http://www.hipernoticias.com.br/politica/taques-propoe-zerar-desmatamento-em-mato-grosso-ate-2020/52347>

(12) <http://www.canalrural.com.br/noticias/codigo-florestal/plantio-arvores-nativas-alternativa-para-recuperacao-das-areas-preservacao-permanente-34610>

(13) <http://wrm.org.uy/fr/livres-et-rapports/eucalyptus-plantations-for-energy-a-case-study-of-suzanos-plantations-for-wood-pellet-exports-in-the-baixo-parnaiba-region-maranhao-brazil/>

-
- (14) <http://wrm.org.uy/fr/les-articles-du-bulletin-wrm/section2/le-projet-ejolt-presente-un-rapport-sur-le-mdp/>
- (15) <http://www.dw.com/en/new-palm-oil-figures-biodiesel-use-in-eu-fueling-deforestation/a-19298426>
- (16) <http://wrm.org.uy/fr/les-articles-du-bulletin-wrm/section1/saison-dincendies-en-indonesie-quest-ce-que-les-plantations-industrielles-et-letat-indonesien-ont-fait-aux-forets-de-lile/>
- (17) <http://wrm.org.uy/wp-content/uploads/2013/01/EJOLTplantations.pdf>
- (18) <https://www.iucn.org/theme/forests/our-work/forest-landscape-restoration/bonn-challenge>
- (19) <https://www.asiapulppaper.com/news-media/press-releases/asia-pulp-paper-participates-bonn-challenge-develop-forest-restoration>
- (20) <http://www.thejakartapost.com/news/2015/01/08/sinar-mas-develop-biomass-power-plants.html>
- (21) <http://wrm.org.uy/wp-content/uploads/2013/01/EJOLTplantations.pdf>
- (22) <http://wrm.org.uy/fr/actions-et-campagnes/inde-soutenons-les-peuples-tributaires-des-forets-qui-luttent-contre-lexpansion-des-plantations/>